

Chili

Le 11 septembre 1973

Propagande et légitimation du coup d'État

Dans ses tout premiers communiqués, la Junte militaire justifie le mouvement lancé le 11 septembre par la nécessité de mettre un terme au chaos économique instauré, d'après elle, par la politique menée par le gouvernement d'Allende, dont elle conteste d'ailleurs la légitimité politique, en insistant sur le point que le président n'a été élu que par une minorité de votants. Il faut croire, cependant, que les propagandistes du coup avaient quelques doutes quant à la valeur des arguments présentés de prime abord puisque, moins d'une semaine après le 11 septembre, les médias rapportent d'autres informations en provenance de la Junte, lesquelles tendent à accréditer l'idée que le mouvement des forces armées a fait avorter *in extremis* une sanglante tentative contre les principaux représentants de l'armée et de l'opposition politique.

Le 17 septembre, le quotidien *El Mercurio*, qui a été le fer de lance de l'opposition au régime d'Allende, informe de la découverte de documents secrets dans les coffres-forts du sous-secrétariat du ministère de l'Intérieur, où figureraient toutes les précisions sur l'auto-putsch planifié par les « troupes de choc marxistes » de l'Union populaire en vue d'assassiner les principaux membres de l'état-major, des journalistes et des politiciens oppositionnels. Dès le lendemain, l'un de ces derniers, Patricio Aylwin, président du Parti démocrate-chrétien, confirme la véracité de l'information et assure que le Chili avait été à deux doigts de connaître un coup similaire au « coup de Prague » par lequel le PC prit le pouvoir en Tchécoslovaquie en février 1948.

L'auto-putsch dans le *Libro Blanco* de la Junte

Au début du mois de novembre 73, la Junte fait paraître son *Libro Blanco sobre el Cambio de Gobierno en Chile* (*Livre blanc sur le changement de gouvernement au Chili*), qui vise à s'opposer à une campagne lancée, selon elle, à l'instigation du « communisme international ». Afin de légitimer le coup de septembre, le *Libro Blanco* – élaboré, comme on le saura plus tard, avec l'aide de deux fonctionnaires de la CIA¹ – récapitule les arguments apparus depuis l'assaut contre La Moneda. On met l'accent principalement sur le chaos économique instauré par la tentative du gouvernement d'Allende de « socialiser » l'économie chilienne et sur son prétendu manque de légitimité démocratique. Non seulement on rappelle que le gouvernement d'Unité populaire ne représentait qu'une minorité

de votants, mais on affirme aussi que cette position électorale – qui, pour minoritaire qu'elle fût, n'en était pas moins légalement suffisante pour permettre à Allende de gouverner – était l'effet d'une « fraude électorale gigantesque », d'après l'enquête menée par un « organisme insoupçonnable », à savoir une commission constituée par des professeurs de l'Université catholique du Chili. Enfin, on reprend l'argument apparu quelques jours à peine après le 11 septembre : voyant que la voie démocratique était épuisée pour lui, le président Allende aurait opté pour « une intervention désespérée en vue de s'emparer du pays par la force » et passer du « pouvoir légal » au « pouvoir dictatorial ».

Selon les auteurs du *Libro Blanco*, le coup de force devait avoir lieu vers la mi-septembre, au cours des fêtes de l'Indépendance (18 et 19 du mois) et devait être exécuté par des forces terroristes et paramilitaires, dont celles du GAP (Grupo de Amigos Personales), la garde prétorienne du président défunt. L'auto-putsch devait commencer par l'élimination physique des hauts responsables des forces armées et des carabiniers, mais aussi des dirigeants politiques et syndicaux d'opposition : c'est cette partie inaugurale du projet qui a été baptisée du nom de « plan Z ».

Dans la seconde partie, les auteurs du document reviennent sur les motifs du choix de la date, sur les préparatifs du coup (entraînement, armes, rôle supposé des nombreux militants étrangers présents alors au Chili, etc.) et sur le « plan d'extermination massive » qui, donnant le signal de départ de l'auto-putsch, devait « paralyser par la terreur toute résistance à la dictature de l'Unité populaire ». Cependant, si



les auteurs du *Libro Blanco* donnent diverses raisons (la sécurité des personnes visées et la recherche en cours des « commandos assassins ») pour ne pas entrer dans les détails du « plan Z », ils livrent tout de même, pour preuves de son existence, un « rapport » intitulé « Om-ER-ta », prétendument diffusé par le PC chilien à ses cellules le 30 juillet 1973, et un document, daté du 25 août et émanant du groupe AGP de Santiago, qui expose les grandes lignes du « plan de mobilisation et d'opérations pour coup d'État », dont le nom de code est « Plan Zeta ».

Le premier document fait obligation à tous les militants de s'armer en vue d'un « affrontement à venir ». On y trouve une allusion à des « équipes de militants portant l'uniforme des carabiniers » et la suivante instruction : « en cas d'affrontement, une équipe du PC hautement spécialisée éliminera physiquement des dirigeants de l'opposition », bien en consonance avec le contenu du « plan Z ». Le document attribué au groupe AGP, d'une grande précision, envisage l'élimination physique des membres de l'état-major, « la neutralisation et la captation des unités militaires » et, enfin, « l'arrestation immédiate des officiers et éléments sédi-tieux de l'opposition pré-fichés ».

On notera que les deux « documents secrets » donnés pour preuves de l'existence du plan d'extermination ne sont ni plus ni moins que des textes dactylographiés et dépourvus du moindre cachet qui pourrait servir à les authentifier.

La thèse, exposée avec beaucoup de conviction par le dirigeant suprême de la Junte, le général Pinochet – en particulier dans le livre d'entretiens *The Crucial Day* –, ne manquera pas de défenseurs, malgré son évident caractère propagandiste. Kissinger affirmera, dans ses mémoires, ne voir aucune raison de ne pas croire à la réalité du « plan Z ». Elle est également acceptée par le prestigieux hebdomadaire britannique *The Economist*. L'un des collaborateurs de cette publication, le journaliste d'extrême droite Robert Moss, présent au moment des faits au Chili, défend les thèses de la Junte dans un ouvrage financé en partie par la CIA et largement diffusé par les ambassades chiliennes à travers le monde.

Modèle de propagande : le précédent indonésien

On pourra s'étonner peut-être que les services de propagande de la Junte chilienne aient pu avoir recours à la thèse du

« coup communiste imminent », utilisée auparavant en de si nombreuses occasions qu'elle était plus susceptible de les déconsidérer que de servir à convaincre qui que ce soit. Ceci étant, on n'aura garde d'oublier que cette thèse s'adressait non pas aux adversaires déclarés du nouveau régime, mais à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, appuyaient le mouvement et étaient tout prêts à croire à la véracité des accusations portées contre un gouvernement qu'ils haïssaient profondément. Il y a, en vérité, de fortes chances pour que, aussi surprenant que cela paraisse, nombre de Chiliens aient cru à la réalité du plan d'extermination prêté aux « marxistes », sans être arrêtés par tout ce qui rattachait cette évidente fiction à une longue tradition propagandiste, dont ils devaient à coup sûr tout ignorer.

En vérité, la campagne d'intoxication psychologique et politique développée depuis des mois par les opposants au régime d'Allende tendait à présenter l'éventualité d'un coup de force « marxiste » comme une réalité tangible, à laquelle beaucoup de Chiliens ont dû finir par croire, comme ils ont cru sans aucun doute à l'existence de ces autres « documents secrets » que sont les listes noires qu'on « découvre » un peu partout au lendemain de la mise à jour du plan Z, listes où étaient supposés figurer les noms des victimes désignées du « putsch marxiste ».

De fait, au cours des mois précédents, l'opinion publique avait été suffisamment mise en condition pour donner crédit à l'existence de préparatifs révolutionnaires de la part des organisations de la gauche communiste ou d'extrême gauche. Ainsi, quelques jours avant le 11 septembre, le canal 13 de télévision de Santiago, *El Mercurio* et les journaux du même groupe informaient encore de la découverte d'une « école » de guérilleros située en pays mapuche, à Nehuentue, une information qui serait dénoncée peu après par la presse de gauche comme une pure fabrication.

Dans le même temps, le Parti national avait fait diffuser parmi les officiers et sous-officiers un essai – paru dans la revue d'extrême droite *Portada* – dû à un certain Juraj Domic, collaborateur régulier de *El Mercurio*. Sous le titre « Golpe de Estado comunista con apoyo de las FF. AA. » (« Coup d'État communiste avec l'appui des forces armées »), il présente les divers scénarios connus des tentatives de « pénétration communiste » dans l'ar-

mée depuis la révolution d'Octobre. La thèse de Juraj Domic est que, à défaut de pouvoir capter une partie de l'institution militaire ou de compter sur sa neutralité en cas de tentative de coup de force, comme cela se fit en Russie en 1917 ou en 1948 à Prague, il ne reste plus aux communistes que la voie dite « indonésienne », c'est-à-dire la décapitation de l'armée, l'élimination physique de ses principaux dirigeants. C'est ainsi du moins que l'auteur de la brochure présente les événements qui eurent lieu en septembre 1965 en Indonésie, quand un groupe de soldats aux ordres du lieutenant-colonel Untung, commandant de la garde présidentielle de Sukarno, assassina six généraux, dans le cadre d'un coup d'État prétendument inspiré en sous-main par le Parti communiste indonésien. On sait que la thèse d'une implication communiste servit de prétexte à un des pires bains de sang du XX^e siècle, qui causa plus d'un demi-million de morts.

Il est aisé de voir l'intérêt que les putschistes chiliens avaient à mettre en avant l'exemple indonésien, puisque, incontestablement, il y avait bel et bien eu une tentative de coup de force et que, de surcroît, les médias s'étaient fait l'écho des atrocités attribuées au commando d'Untung. Mais la référence au précédent indonésien sonnait aussi comme une terrible menace. Dans les mois antérieurs au 11 septembre, de nombreux dirigeants de la gauche syndicale et politique reçurent à leur domicile des cartes numérotées qui portaient l'inscription « Djakarta » et on vit apparaître sur les murs des villes le sinistre slogan « Viene Djakarta ». De façon très caractéristique, les premières « révélations » du plan d'auto-putsch parues dans la presse se réfèrent d'abord à un « plan Djakarta »².

« Coup de Prague » ou précédent indonésien, les arguments ne manquaient donc pas aux propagandistes de la Junte pour tenter de donner une apparence de sérieux à la fable de l'auto-putsch et au plan Z, malgré la faiblesse des « preuves » exhibées à l'appui de la thèse.

Un autre modèle de propagande : l'Espagne 36

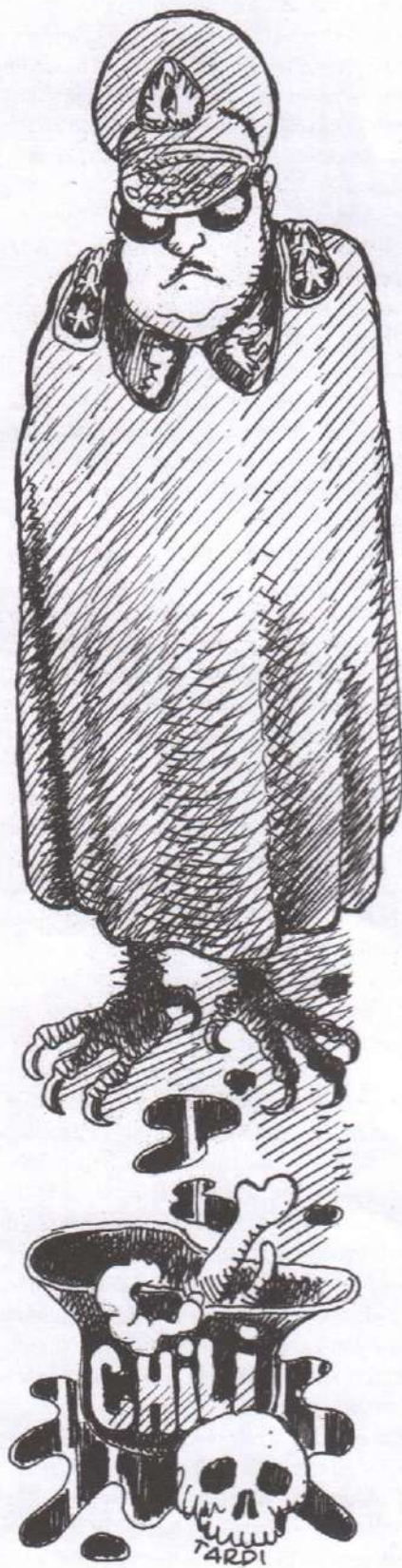
Toutefois, si le « précédent » indonésien, quoique revisité par les idéologues de l'armée chilienne, a pu servir, jusqu'à un certain point, à préparer puis à « justifier » le coup de force du 11 septembre, le véritable modèle du coup est, d'après

nous, à chercher ailleurs. Si le parallèle entre les événements de septembre 73 au Chili et ceux de juillet 36 en Espagne s'est imposé à tous, il n'en reste pas moins que personne n'a poussé aussi loin la comparaison entre les uns et les autres que le sénateur Carlos Altamirano³, un des rares opposants à la Junte qui se soit donné le mal de lire, à défaut de les prendre au sérieux, les arguments de ses porte-parole, et qui ait mis le doigt sur les modèles dont ceux-ci se sont inspirés pour élaborer la « farce grossière » du plan Z, où il voit, à juste titre, « une sorte de version nouvelle d'une même pièce ». Au nombre de ces modèles, il compte l'interprétation biaisée qu'on a donnée des événements indonésiens, bien sûr, mais il cite aussi des faits bien antérieurs comme l'utilisation faite par les nazis de l'incendie du Reichstag ou les efforts des partisans du général Franco pour fabriquer « de toutes pièces ses prétextes : le « chaos économique », la « conspiration du PC espagnol », et la « fraude électorale » de février 1936 », c'est-à-dire les principaux arguments auxquels eurent recours, afin de légitimer le coup de juillet 36, les services de propagande des militaires espagnols, puis les juristes et les historiens franquistes.

La similitude des arguments qui servirent tant aux factieux espagnols qu'à leurs émules chiliens est du reste si étonnante qu'on peut légitimement se demander si les propagandistes du coup du 11 septembre n'avaient pas une excellente connaissance du précédent espagnol et s'ils n'ont pas trouvé là l'essentiel de leur inspiration.

En effet, si on se penche d'un peu plus près sur le contenu des plans attribués par les propagandistes espagnols puis chiliens à leurs adversaires, on voit apparaître quelques points communs aux deux scénarios, dont le plan d'extermination des chefs militaires et le caractère de la date prétendument choisie pour le coup de force « communiste » ne sont pas les moindres.

Dans le cas espagnol, parmi les « documents secrets » qui, dès les premiers jours du soulèvement, servirent aux services de propagande des militaires à accréditer la thèse du coup communiste imminent, il y a un long texte d'instructions visant à « la neutralisation de l'armée », dont tout laisse à penser qu'il servit à la fois de document d'intoxication avant le soulèvement et de justification a posteriori, tant chez les propagandistes⁴ du coup que chez les





historiens/apologistes du franquisme. Le document, paru dans la presse française de droite fin 36-début 37 sous le titre « Instructions données aux milices rouges pour "neutraliser" l'armée », prévoyait, entre autres dispositions, que des « groupes de choc » procèderaient à l'élimination physique des généraux et officiers supérieurs et que des « groupes de militants, sous l'uniforme de la garde civile ou d'assaut » (souligné par nous) arrêteraient les « chefs de partis politiques anti-marxistes ».

Une autre similitude étonnante dans le scénario concocté par les auteurs de ces fictions est le choix d'une journée symbolique pour date du supposé « coup de force révolutionnaire ». Dans le cas chilien, on a vu que les propagandistes de la Junte prétendirent que les responsables de l'auto-putsch avaient porté leur choix sur un jour signalé, celui du 18 ou du 19 septembre, où on célèbre l'indépendance chilienne et les forces armées du pays. En Espagne, le choix se porta sur le 1^{er} août, tant parce qu'il présentait l'avantage d'être situé juste quelques jours après le déclenchement du (véritable) coup d'État que parce qu'il était « el Día Rojo » (le « jour rouge »), une dénomination qui, sous sa sanglante apparence, désignait un jour de manifestations, inspirées par l'Internationale communiste, en faveur de la paix et contre le fascisme.

Dans un cas comme dans l'autre, le choix d'un jour signalé avait probablement pour fonction d'apporter une sorte de surcroît de crédibilité à l'hypothèse du coup révolutionnaire : prévoir un coup de force « un jour comme les autres » n'aurait pas la même puissance de suggestion que s'il est prévu pour une journée qui sort de l'ordinaire des jours du calendrier.

Quant à la possible influence du modèle espagnol sur les inventeurs chiliens de l'auto-putsch d'Allende et du plan Z, il est difficile d'apporter une réponse nette à une semblable question⁵, d'autant que le thème sous-jacent à l'argumentation des uns et des autres est d'une extrême généralité. Tous les spécialistes de la propagande de guerre – et il importe peu, à cet égard, qu'elle vise un ennemi intérieur ou extérieur – savent que tout auteur d'un acte de violence guerrière tend à le présenter, au besoin même contre toutes les évidences, comme une réponse à un acte antérieur, faisant de sa propre agression une réplique à une autre agression, actuelle ou potentielle. Le procédé est si habituel que même les régimes les plus

délibérément agressifs et impérialistes y ont eu recours, à l'instar de l'Allemagne nazie, inventant une agression de la part des troupes de la Pologne pour mieux « justifier » son offensive planifiée contre ce pays.

En ce sens, c'est presque « naturellement » qu'on a pu recourir, en de multiples occasions, à la thèse du « complot communiste » pour tenter de donner un semblant de justification à une action visant au renversement par la violence d'un régime disposant de la légitimité issue d'un processus électoral, bien que la répétition même de l'argument ne pouvait que le désigner, au moins aux yeux des gens informés, pour une pure invention propagandiste. Ce qui devrait étonner le plus, dans le cas présent, ce n'est pas seulement que les services de propagande des militaires chiliens se soient contentés de répéter purement et simplement – en connaissance de cause ou pas, la question reste ouverte – le scénario espagnol, mais qu'il se soit trouvé, au Chili et hors du Chili, toutes sortes de gens pour y croire.

Miguel Chueca

1. Le fait est établi dans le rapport *Covert Action in Chile, 1963-1973*, élaboré en 1975 par une commission du Sénat américain.

2. Les créateurs de la fiction sont passés du « Y » de « Yakarta » (la forme correcte en espagnol de la capitale indonésienne) au « Z » sur lequel s'est arrêté leur choix final, sans doute pour des raisons symboliques.

3. Carlos Altamirano, *Chili : les raisons d'une défaite*, Flammarion, 1979.

4. Parmi ceux-là, je signalerai le sénateur Jacques Bardoux (le grand-père de Valéry Giscard d'Estaing), qui mit à profit tous les faux du « complot communiste » espagnol dans des articles parus dans *la Revue de Paris* et *la Revue des Deux Mondes*, avant d'être repris dans les brochures *le Chaos espagnol* et *Staline contre l'Europe*.

5. Une suggestion : il est possible que les auteurs de cette fiction propagandiste se soient inspirés du manuel *Insurrección armada. Técnica del golpe de Estado comunista* dû à Eduardo Comín Colomer, fonctionnaire de la police franquiste. C'est peut-être dans ce livre – qui contient un nombre de faux considérable –, probablement connu des services de renseignements des forces armées d'Amérique latine, que les porte-plume de la Junte chilienne ont trouvé le document sur la « neutralisation de l'armée » par les « troupes de choc » marxistes et le choix d'un jour signalé pour date du supposé « coup communiste ».